

CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 31 juillet 1958

La séance est ouverte à deux heures et demie.

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

BILLS D'INTÉRÊT PRIVÉ—ADOPTION DU SEPTIÈME
RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT

M. R. J. McCleave (Halifax) présente le 7^e rapport du comité permanent des bills d'intérêt privé et en propose l'adoption.

La motion est adoptée.

M. Fraser présente le 6^e rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques.

M. Murphy présente le 4^e rapport du comité permanent des mines, forêts et cours d'eau.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE LIBAN—DÉCLARATION AU SUJET DE L'ÉLECTION
DU PRÉSIDENT

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Monsieur l'Orateur, j'ai une déclaration à faire sur l'UNOGIL et l'élection au Liban.

Les députés, sans doute, savent déjà que la Chambre des députés du Liban a élu comme prochain président de la République du Liban le général Fouad Chehab. Nous nous réjouissons sincèrement au Canada de cette élection à cause de l'estime générale dont jouit le nouvel élu tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Liban et parce que son élection témoigne d'une manière rassurante que la population libanaise est déterminée à mettre fin aux troubles qui l'ont malheureusement divisée au cours des derniers mois. Nous espérons que la période de transition qui s'écoulera d'ici l'entrée en fonction du président se passera dans la paix et sans autres bouleversements. Nous espérons que sous sa présidence la tâche du groupe d'observation de l'ONU sera facilitée et que l'UNOGIL pourra assurer la stabilité qui permettra au général de s'acquitter plus facilement de la tâche qu'il a entreprise.

Le 22 juillet, il a été question à la Chambre de l'efficacité croissante du groupe d'observation de l'ONU au Liban. En réponse à la requête du Secrétaire général des Nations Unies il a alors été annoncé que le gouvernement nommait trois autres officiers canadiens pour servir avec l'UNOGIL et que toute

autre demande en rapport avec les événements sera étudiée. Il semble bien que, malgré le veto soviétique du 22 juillet à la résolution proposée par le Japon, au Conseil de sécurité, l'UNOGIL a réussi, dans les limites de l'autorité qui lui avait été conférée par la résolution du Conseil de sécurité en date du 11 juin, à étendre la portée de ses opérations.

Le Secrétaire général nous a maintenant fait parvenir une nouvelle demande d'aide et, en réponse, nous avons convenu de désigner sept autres officiers canadiens. Nous avons donc maintenant 20 officiers pour un total de 200 hommes que le Canada a détachés là-bas pour participer à cette mission.

Il est encourageant de constater que, jusqu'ici, 20 pays ont été pressentis au sujet de personnel pour l'UNOGIL, ce qui montre l'ampleur de la participation internationale recherchée et réalisée pour cette opération qui saura, nous le croyons, préserver la paix.

CONFÉRENCE AU SOMMET—RÉUNION PROJÉTÉE
POUR LE 12 AOÛT

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je désire aussi profiter de l'occasion pour parler de la réunion des chefs de gouvernement et du Conseil de sécurité. Le premier ministre du Royaume-Uni a annoncé aujourd'hui à la Chambre des communes de Westminster que, dans sa réponse au message du 28 juillet de M. Khrouchchev, il propose que la réunion projetée à l'échelon suprême du Conseil de sécurité, dont il est question, ait lieu le 12 août. L'endroit et les détails de la réunion seraient établis par voie de négociations au Conseil de sécurité par les représentants permanents des États membres. Le gouvernement canadien se réjouit de l'attitude positive adoptée par M. Macmillan, attitude qui est pleinement conforme à celle que j'ai prise moi-même dès le moment où l'on a avancé l'idée d'une conférence au sommet sur la question du Moyen-Orient.

Comme nous l'avons déclaré clairement à la Chambre des communes à plusieurs occasions, le gouvernement canadien demeure prêt à faire tout en son pouvoir pour favoriser le succès des dispositions actuellement envisagées en vue de la tenue de cette réunion. Si le Conseil de sécurité, dont le Canada est actuellement membre, se réunit effectivement au niveau des chefs de gouvernement